

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINIENNES DE FRANCE

mercredi
5 mai 1976
No 483

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Les ouvriers de Griffet impulsent une coordination des luttes

La première journée de la fête populaire de Griffet avait rassemblé environ 4 000 personnes, 2 000 ont participé à la seconde qui fut marquée d'abord par la présence des éducateurs du Cantou et de leur dynamique et enthousiaste comité de soutien qui s'est fait remarquer en particulier par ses sketches et ses chants, ensuite par l'adoption d'une importante résolution par plusieurs entreprises en lutte, résolution que nous reproduisons ci-dessous.

Cette résolution a été suivie d'un débat public auquel ont participé les représentants de ces entreprises. Outre la volonté d'effectuer une coordination effective des luttes directement par les travailleurs, la plupart des intervenants ont dénoncé la trahison des partis dits de gauche et surtout celle des dirigeants du PCF et de la CGT. Voici la motion adoptée :

A Marseille
le 2 mai 1976
MOTION

A l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-CGC, les travailleurs de Griffet ont organisé une grande fête populaire les 1er et 2 mai dans l'entreprise occupée depuis 14 mois pour exiger le redémarrage de l'usine. Plusieurs milliers de personnes sont ainsi venues témoigner de leur solidarité aux travailleurs de Griffet et des entreprises en lutte qui s'y étaient jointes. Des délégations de Lip à Besançon, Idéal-Standard à Dammarie-les-Lys près de Melun, Imprimerie Caron-Ozanne à Caen, Lou Cantou à Montpellier, du Mouvement d'intervention viticole occitan pour les viticulteurs, etc., et

(Suite p. 4)

ALBANIE Enver Hoxha insiste sur l'amitié avec la Chine



Lors des fêtes marquant le 30^e anniversaire de la révolution albanaise, Enver Hoxha et le représentant du Parti communiste chinois, Yao Wen-yuan.

Depuis quelques temps une campagne est orchestrée dans les pays capitalistes et révisionnistes pour faire croire à un affaiblissement des liens de solidarité militante entre le Parti du Travail d'Albanie et le Parti communiste chinois. Le camarade Enver Hoxha vient de dénoncer vigoureusement cette campagne au cours d'une rencontre cordiale et amicale qu'il a eue avec les représentants des ouvriers et des techniciens albanais et chinois du Combinat métallurgique d'Elbasan en cours de construction.

Tout d'abord, le camarade Enver Hoxha les a salués en disant : «L'inauguration de la chaîne fonte-coke du Combinat métallurgique est une grande victoire politique et économique. Elle a renforcé l'Albanie socialiste. C'est le plus important projet que la classe ouvrière de notre pays est en train de construire sous la direction du parti. Il marque un stade décisif dans le développement de notre industrie.»

«Avec ce projet, a-t-il poursuivi, nous voulons inviter le prolétariat du monde à voir ce que c'est que le socialisme, ce que c'est que la dictature du prolétariat, et ce que c'est que le véritable internationalisme. C'est un brillant résultat du développement conséquent de la lutte de classes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.»

«Le parti albanais, a-t-il indiqué, a suivi fidèlement

une correcte ligne marxiste-léniniste et une juste politique dans l'industrialisation socialiste du pays. Sur cette voie, a-t-il fait remarquer, notre parti a rencontré des activités hostiles des révisionnistes soviétiques dans tous les domaines, notamment dans la transformation du fer de nickel.»

Le camarade Enver Hoxha a apprécié hautement la grande amitié révolutionnaire albanais-chinoise. Il a dit que cette amitié est basée sur le marxisme-léninisme et qu'elle durerait pour toujours. «Que l'ennemi nous calomnie. Depuis quelques temps, une campagne se déchaîne dans le monde capitaliste-révisionniste, essayant de créer une impression que les relations d'amitié entre la Chine et l'Albanie sont devenues froides. Il s'agit là d'une calomnie la plus impudente.»

Le camarade Enver Hoxha a exprimé son ferme soutien au peuple chinois dans sa lutte stigmatisant la ligne révisionniste contre-révolutionnaire de Teng Siao-ping et déjouant sa tentative de remettre en cause les conclusions justes. Il a dit : «Une lutte de classes acharnée se poursuit en Chine contre la ligne révisionniste contre-révolutionnaire et capitulationniste de Teng Siao-ping qui tentait de briser le verdict de la Grande Révolution culturelle prolétarienne et de nier la ligne révolutionnaire du président Mao.»

Mais le grand peuple chinois dirigé par le Parti communiste chinois et le président Mao Tsé-toung s'est dressé dans la lutte et les ennemis ne sont qu'une paille devant un puissant typhon des forces révolutionnaires du marxisme-léninisme.»

LES «LIP» REOCCUPENT PALENTE

A l'annonce par le tribunal de commerce de la liquidation des biens de Lip, les travailleurs ont aussitôt réagi et ont décidé l'occupation immédiate de l'usine. Des commissions ont été mises en place afin de définir les modalités d'une nouvelle stratégie. Une manifestation a eu lieu mardi et d'autres actions sont prévues, elles seront discutées en assemblées générales. Jeudi, samedi et dimanche prochain seront des journées portes ouvertes chez Lip.

Jean Raguenes, délégué CFDT de Lip, explique : «Nous sommes en occupation de fait», «Nous nous attendions à cette décision, mais nous réaffirmons qu'aucune solution n'est acceptable pour Lip si les 900

personnes employées ne sont pas réembauchées». Charles Piaget pour sa part devait déclarer : «Lip renaitra une nouvelle fois». «Nous sommes dans l'entreprise plus que jamais». «Ce sera un conflit long et très dur mais ça ne nous fait pas peur et l'on entendra parler de nous longtemps». «Nous avons tenu un an en 1973, nous pouvons tenir plus». Il devait conclure : «En tout état de cause, nous nous battons et il faudra discuter avec nous quelles que soient les solutions qui se présentent et dans tous les cas elles devront passer par le maintien de l'emploi des 900 travailleurs.»

Comme on le voit Lip ce n'est pas fini et nous aurons encore l'occasion d'en reparler dans nos colonnes.

Marseille

Nouvel épisode de la lutte pour la réintégration de Mandrile

Suite à la décision du tribunal administratif, maintenant Henri Mandrile à son travail à l'école d'éducateurs, celui-ci s'est présenté lundi matin à son travail. Si l'employeur CREA est réactionnaire, il est aussi stupide. En effet, les clefs du bureau de Mandrile avaient été changées pendant le week-end pour l'empêcher de travailler.

Celui-ci, soutenu par le personnel et les élèves en formation s'est installé dans le hall d'entrée de l'école. Quelques minutes après, les forces de police encerclent l'école, des RG tentent l'intimidation afin de faire sortir Mandrile, mais devant la détermination de celui-ci, des salariés et des élèves qui s'étaient rassemblés, les flics après plusieurs heures d'attente vaines, étaient obligés de partir. L'intimidation et la provocation policière n'avaient pas marché, au contraire, elle aura renforcé encore plus l'unité et la combativité des travailleurs sociaux et des élèves. Le CREA aura bien du mal à violer sa propre justice bourgeoise.

Correspondant HR Marseille.

8 mai : Journée d'action contre la répression

Pour la libération de Romain Le Gal,

**MEETING A PARIS
20 H 30 MUTUALITE
SALLE B**

de Bernard Tisseyre, d'Edmond Siméoni et de tous les détenus politiques

1ER MAI DE LUTTE A TRAVERS LE MONDE

PEKIN

Plus d'un million d'ouvriers et autres travailleurs ont participé à la célébration de la fête internationale des travailleurs.

La place Tien An-men, plus magnifique que jamais, était décorée d'un immense portrait du président Mao, et de portraits de Marx, Engels, Lénine et Staline. De nombreux dirigeants du Parti communiste chinois ont participé, avec les habitants de la capitale, aux festivités du Premier Mai, en compagnie de plus de 6 000 étrangers, membres d'organisations d'amitié, de délégations politiques, économiques, scientifiques, culturelles...

Les activités de célébration de cette journée ont été riches et variées : meetings politiques, représentations artistiques et sportives se succédaient dans les nombreux parcs de la capitale, exprimant tous la détermination du peuple chinois à mener jusqu'au bout la dictature du prolétariat.

Pour saluer la fête, des rencontres amicales et des

discussions ont été organisées ces derniers jours dans les usines, communes populaires, magasins, écoles, quartiers d'habitation. Les masses populaires et les cadres du parti et de l'Etat y ont discuté à fond de la ligne révisionniste contre-révolutionnaire de Teng Siao-ping,

réaffirmé leur détermination à lutter pour renforcer davantage encore la dictature du prolétariat et défendre la patrie socialiste.

Le soir, de magnifiques feux d'artifice étaient tirés en divers points de la capitale brillamment décorée de lanternes et de banderoles.



Dans toute la Chine, de nombreuses réunions politiques ont préparé la commémoration du Premier Mai.

SYRIE

En Syrie, un rassemblement a eu lieu dans la ville de Aleppo, principale ville de Syrie du Nord.

IRAK

Environ 100 000 ouvriers irakiens ont organisé le 1er Mai une grandiose manifestation à Bagdad. Les manifestants portaient des pancartes sur lesquelles on lisait entre autres : «Célébrons le 1er Mai», «Défendre la patrie avec nos vies et édifier la patrie par notre travail». La manifestation a été suivie d'un rassemblement.

Les travailleurs palestiniens à Bagdad se sont joints à la manifestation.

YEMEN

Dans la matinée du 1er Mai, les travailleurs de Sanaa se sont rassemblés et ont manifesté. Abdul-Aziz Abdul-Ghani, premier ministre de la République arabe du Yémen, a fait l'éloge, dans son discours au rassemblement, des efforts du peuple travailleur du Yémen pour développer et édifier le pays. Ibrahim Mohamed Hamdi, président du Conseil du commandement de la RAY, a assisté aux festivités à Taiz.

ALGER

Cette année, le Premier Mai a revêtu un éclat particulier en Algérie.

Dans toutes les villes, cérémonies de recueillement à la mémoire des Martyrs de la guerre de libération, meetings populaires, manifestations culturelles et sportives ont marqué ce jour, mobilisant toutes les couches de la population : jeunes, femmes, ouvriers et paysans.

Dans maints endroits la journée du 2 mai était consacrée à des activités de volontariat dans le cadre de la Révolution agraire.

DISCOURS DU PRESIDENT SADATE A L'OCCASION DE LA FETE DU 1ER MAI

Le dernier voyage en Chine du vice-président égyptien Hosny Mobarak a été un plein succès, a déclaré aujourd'hui le président égyptien Anouar El Sadate lors d'un rassemblement tenu à Suez à l'occasion de la fête du travail.

Je profite de cette occasion pour adresser, au nom du peuple égyptien tout entier, «mon estime et ma haute considération au président Mao Tsé-toung et au grand peuple chinois qui ont compris et apprécié la situation difficile où nous nous trouvons», a dit le président Sadate.

Il a indiqué par ailleurs que ses récentes tournées dans cinq pays ouest-européens et dans les pays arabes du Golfe dont l'Arabie saoudite avaient obtenu des résultats positifs.

A propos de la déclaration soviétique sur l'abrogation par l'Egypte du traité égypto-soviétique, le président Sadate a dit qu'il avait donné des instructions au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères Ismail Fahmy de publier le message qu'il avait adressé en août 1972 aux dirigeants soviétiques, car ce message constitue une «réponse éloquent» à tout ce que disent maintenant ou diraient dans l'avenir les Soviétiques.

Dans son discours, le président Sadate a fait l'éloge de la lutte menée par le peuple palestinien sous la direction de l'Organisation pour la libération de la Palestine.

Le président Sadate a encore fait un exposé rétrospectif des combats livrés par l'Egypte contre l'impérialisme et le colonialisme, et a loué toute la lutte héroïque menée par la population de Suez pendant la guerre d'octobre 1973.

VIETNAM

A Hanoi comme à Ho Chi Minh ville, de grands rassemblements ont été chaleureusement la fête internationale du travail et le premier anniversaire de la libération du Sud-Vietnam.

Le premier ministre Pham Van Dong a déclaré à cette occasion : «C'est rempli d'émotion et de joie immenses procurées par la grande victoire de la récente élection générale, que le peuple vietnamien célèbre la fête internationale du travail, symbole de la force et de la victoire de la lutte solidaire de la classe ouvrière et des travailleurs du monde entier.»

LAOS

Des dizaines de milliers de travailleurs se sont rassemblés à Vientiane pour fêter ce 1er Mai sous le signe de l'indépendance et de la liberté.

Prenant la parole à ce rassemblement, le vice-premier ministre Phoumsavan a appelé les ouvriers du pays tout entier à renforcer leur unité, consolider l'union ouvriers-paysans, et raffermir leur solidarité avec le peuple tout entier pour déjouer tous les complots de l'impérialisme et de la réaction et remporter des victoires encore plus grandes dans la cause de la construction du pays.

CORÉE

Les travailleurs de Pyongyang, la capitale de la Corée, ont organisé le 1er Mai

des festivités grandioses et une soirée de chants et de danses à l'occasion du Premier Mai, fête internationale du Travail.

Le Comité central de la Fédération générale des syndicats de Corée a organisé sur l'île de Rugra-do des activités artistiques de grande envergure.

Dans la ville de Pyongyang, au coucher du soleil, a commencé une grandiose soirée de chants et de danses avec la participation de plus de 10 000 Coréens et amis étrangers sur la place Kim Il Sung. La soirée s'est déroulée dans une chaleureuse atmosphère empreinte de solidarité militante et d'amitié révolutionnaire entre les travailleurs coréens et les travailleurs de divers pays étrangers et s'est terminée par le grand chœur de «l'Internationale».

JAPON

Plusieurs défilés et meetings rassemblant quelque 3 500 000 travailleurs se sont déroulés au Japon pour la célébration du 1er Mai.

A Tokyo, 180 000 personnes ont assisté au grand rassemblement du Premier Mai dans le parc de Yoyogi, portant des banderoles et des pancartes revendicatives réclamant notamment l'augmentation des salaires.

ROUMANIE

Un rassemblement de travailleurs a été organisé le 1er Mai à Bucarest pour célébrer chaleureusement le Premier Mai, fête internationale du Travail.

Les dirigeants du parti et de l'Etat roumains dont Nicolae Ceausescu, Manea Matescu, Elena Ceausescu étaient présents au rassemblement.

Emil Bobu, membre du Comité politique exécutif du Comité central du Parti communiste roumain, secrétaire du Comité central du PCR et vice-président du Conseil d'Etat, a prononcé une allocution au rassemblement.

Au nom du parti et du gouvernement, il a appelé le peuple tout entier à remplir remarquablement, avec son énergie, son esprit créateur et toutes ses forces, les tâches fixées dans le présent quinquennat.

Il a indiqué que les mouvements de libération nationale des peuples encore sous la domination étrangère avaient connu des succès remarquables. Les forces révolutionnaires, progressistes et démocratiques se sont vues renforcées et plus unies. Il a affirmé que le Parti communiste roumain, la classe ouvrière roumaine et le peuple roumain tout entier continueront à soutenir fermement les divers pays du monde dans leur lutte pour le développement de l'indépendance, contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme.

Des acteurs et actrices de la capitale ont présenté au rassemblement des chants et des danses, lesquels ont exprimé la ferme détermination du peuple roumain de défendre l'indépendance nationale et la souveraineté d'Etat, et de lutter contre la domination et l'intervention étrangères.

Béziers : Rassemblement ouvrier et paysan

Béziers, au cœur du pays viticole, avait été choisi depuis longtemps par les marxistes-léninistes locaux, pour un rassemblement régional prolétarien et de masse à l'occasion de ce Premier Mai 76. Choix judicieux si l'on en juge par l'assistance de 250 à 300 personnes, des ouvriers d'industrie et agricoles, des employés, des petits paysans, des lycéens, des étudiants qui se sont réunis à l'occasion de ce premier meeting des marxistes-léninistes de l'«Humanité-Rouge» à Béziers.

C'est sous un soleil de plomb que de 10 h à 18 h les participants ont pu visiter les différents stands installés dans la cour et les salles de la MJC. Divers stands d'entreprises cotoyaient un stand de petit viticulteurs et ouvriers agricoles, un stand des lycéens de Béziers (qui avaient voté en assemblée générale leur participation au rassemblement), un stand de la JCMLF, celui des travailleurs sociaux en formation et une table de vente des Editions du Centenaire.

Au premier étage on visitait les stands des associations ou organisations anti-impérialistes étrangères à Arquettes-en-Val fut très applaudie. Une garderie pour enfants et une buvette complétaient l'organisation très réussie de cet après-midi des luttes.

A 18 heures, le meeting débutait. Sous la présidence d'honneur de Suzanne Marty, la tribune réunissait ouvriers, paysans, employés et étudiants. Après la lecture des messages de toutes les organisations étrangères, une déclaration du Comité régional du PCMLF fut lue qui retraçait l'évolution des marxistes-léninistes dans la région et développait les principes idéologiques et politiques qui guident l'activité de leur parti sur la voie tracée par François Marty. Des interventions exposaient les différentes luttes en cours dans les entreprises, les lycées et la paysannerie locale. La salle très enthousiaste ponctuait par de fréquents applaudissements et mots d'ordre l'ensemble des interventions.

Dans la grande salle décorée de drapeaux rouges, et mots d'ordre «Pour un parti marxiste-léniniste unique», «A bas les deux superpuissances», «Vive la dictature du prolétariat», la projection du film réalisé par des camarades de Perpignan sur les obsèques du petit viticulteur. Poytes

ET DE VICTOIRE EN FRANCE

FOUGERES

Grand succès du 1er Mai

Les travailleurs de Fougères espéraient beaucoup de la journée du 1er Mai. En effet ils voulaient en faire une grande action de popularisation de la lutte contre les licenciements et un rassemblement des travailleurs en lutte de la région.

Samedi matin, une puissante manifestation de 5 000 personnes a parcouru la ville en reprenant des mots d'ordre combatifs : «Unité à la base et dans l'action», «Fougères vivra, pas un seul licenciement», «Fougères vaincra, la Bretagne vivra», «A bas la répression syndicale et politique», «Libérez les militants emprisonnés».

De nombreuses banderoles et des drapeaux rouges apparaissaient dans le cortège, un tract y était distribué par la section de Fougères du PCMLF qui rappelait l'histoire du 1er Mai, la nécessité de lutter classe contre classe et de préparer la révolution socialiste pour la dictature du prolétariat.

L'après-midi c'était l'usine Rehaalt qui était ouverte. Tout comme pour la manifestation du matin, ce sont des travailleurs de toute la région qui se sont retrouvés aux côtés des travailleurs fougérois en lutte.

Les discussions, projections de films sur les luttes, la vente d'objets de maroquinerie fabriqués par les travailleurs, et une vente de chaussures du stock Rehaalt ont contribué au succès de ce 1er Mai de lutte à Fougères.

Correspondante HR.

NANTES

Manifestation des Marxistes-Léninistes

Samedi matin, à l'appel des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge et du cercle Baena de la JCMLF, près d'une centaine de personnes ont manifesté dans le quartier du marché Talensac, scandant des mots d'ordre contre les licenciements, pour l'unité des ouvriers, paysans, étu-



Le frère du camarade Romain Le Gal a participé au défilé du 1er Mai à Paris en tête de manifestation aux côtés des camarades Jacques Jurquet, André Druenne, Aimé Datriu, Henri Jour, Camille Granot (sur notre photo, à la droite de la camarade Granot, Joël Le Gal).

dants, des ouvriers français et immigrés, contre les inculpations des militants marxistes-léninistes et l'interdiction du PCMLF, pour la dictature du prolétariat.

A la fin de la manifestation, un camarade est intervenu pour expliquer l'importance d'un 1er Mai révolutionnaire particulièrement

en ce moment où ouvriers, paysans, étudiants, engagés des luttes de plus en plus résolues contre le système capitaliste. Après avoir appelé tous les travailleurs à s'unir contre la répression, qui s'abat notamment sur les militants marxistes-léninistes de Lorient ; il a rappelé l'existence du PCMLF qui, après sa dissolution en 1968, continue son combat dans la clandestinité.

Après la dissolution, les camarades se sont rendus avec leurs sections syndicales au meeting et à la manifestation organisés par la CGT et la CFTD, manifestation qui s'est terminée au CHU actuellement en lutte.

Le succès de cette 1re manifestation des marxistes-léninistes à Nantes, à laquelle se sont associés des étudiants étrangers, témoigne de l'influence grandissante du courant révolutionnaire parmi les travailleurs.

Aix en Provence

2000 personnes ont manifesté samedi matin

Cortèges syndicaux, étudiants, lycéens et travailleurs immigrés ont défilé dans les rues d'Aix. Avant le départ, la CGT, l'UNEF et l'UNCAL refusèrent de laisser la parole au comité de grève étudiant et lycéen à la tribune, mais un communiqué du comité de grève étudiant et lycéen fut lu avec leur propre son appelant à l'unité

La presse et les manifestations du 1er Mai

L'importance politique de la manifestation organisée le samedi matin 1er Mai à Paris à l'initiative des communistes marxistes-léninistes de France de l'Humanité-Rouge n'a échappé à personne. Certains, tels l'«Humanité» révisionniste ou le quotidien trotskyste «Rouge» ont gardé le silence tandis que les autres organes de presse (mis à part «Libération») se sont évertués à déformer la vérité.

Enfin sur le plan international l'Agence Chine nouvelle a accordé une bonne place au compte-rendu des manifestations qui ont eu lieu en France, en Italie, en Suède et en Belgique. Voici le texte de cette dépêche :

«Les travailleurs de France, d'Italie, de Suède et de Belgique ont organisé des manifestations et des rassemblements pour célébrer la fête internationale du Travail.

«A Paris, à l'appel de l'«Humanité rouge», des milliers de travailleurs ont manifesté le matin. Les manifestants ont défilé de la place de la Bastille à la place de la Nation. Portant haut levées des banderoles sur lesquelles on lisait : «Luttons contre les deux superpuissances, USA-URSS», «A bas l'impérialisme russe, principal danger en Europe», «Vive la lutte des peuples contre l'impérialisme et l'hégémonisme». Les manifestants chantaient «l'Internationale» et scandaient des slogans tels que «A bas les deux superpuissances», «Ouvriers, paysans, étudiants, émigrés, tous unis» et «Ni chômage, ni répression».

«Des dizaines de milliers de travailleurs belges ont manifesté et ont organisé des meetings, le Premier Mai, dans les villes de Bruxelles, de Liège, de Charleroi ainsi que dans d'autres villes.

«Le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique a organisé le Premier Mai, dans la ville de Jumet, région de Charleroi, un meeting pour célébrer le Premier Mai.

Le meeting a été présidé par Fernand Lefebvre, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique.

«Clarté et l'«Exploité», organe du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique, a indiqué, dans un éditorial intitulé «Levons le drapeau rouge des combats», publié dans son dernier numéro, que «le principal obstacle à la révolution dans le monde, ce sont les deux superpuissances». «Le social-impérialisme soviétique est la puissance la plus dangereuse, la plus agressive.»

Grenoble

Agressions social fascistes du «service d'ordre» du PCF

Très importante participation populaire à la manifestation du 1er mai. Plus de 10 000 personnes se pressent place de la gare à 10 heures.

Un affrontement court mais violent a lieu peu avant le départ. Les marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge sont violemment agressés par le service d'ordre social-fasciste du PCF alors qu'ils prennent place dans la manifestation à l'arrière des rangs de la CFTD.

Des camarades jetés à terre, 2 banderoles arrachées : les marxistes-léninistes se défendent avec courage et de nombreux témoins indignés peuvent ainsi voir une fois de plus le vrai visage des prétendus «démocrates» du PCF qui parlent tant des «libertés» mais n'ont que la matraque à la main. Deux photographes doivent aussi défendre leurs appareils avec énergie : ces messieurs n'aiment pas être pris en photo.

Malgré les nervis révisionnistes, les marxistes-léninistes prennent une part active à la manifestation, regroupant de nombreux travailleurs et amis derrière 4 banderoles, dont une porte en grandes

lettres «Libérez les prisonniers politiques — Vive le PCMLF».

De nombreux mots d'ordre sont repris : «Non au chômage, du travail pour tous», «Ouvriers, paysans, étudiants c'est tous ensemble qu'il faut frapper», «Non, non, non aux expulsions Sonacotra solidarité», «Le Gal, Tisseyre, Siméoni, libérez les emprisonnés politiques», «A bas la cour de sûreté de l'Etat», «Ni Giscard

ni Marchais une seule solution la révolution prolétarienne» et surtout «Vive la dictature du prolétariat».

Une voiture sono bien équipée lance à plusieurs reprises l'Internationale, l'Appel du Komintern et d'autres chants révolutionnaires.

Place Notre-Dame la dispersion se fait sans incident au cri de «Vive la dictature du prolétariat» alors que repassent les gens du PCF.

TÉMOIGNAGE D'UNE CAMARADE PHOTOGRAPHE

Quand le service d'ordre du PCF fonce sur nous et alors qu'un camarade est envoyé à terre et tabassé, j'essaie de photographier l'action. C'est à ce moment qu'un membre du PCF essaye de m'arracher l'appareil pour m'empêcher de prendre des photos.

Plusieurs personnes autour de moi protestent alors énergiquement de sorte que le membre du PC doit abandonner et, voyant notre camarade à terre, il va aider ses acolytes à le tabasser.

C'est alors que j'entends plusieurs manifestants et des passants dire derrière moi : «Il n'a pas le droit de t'empêcher de photographier», «Ne vous laissez pas intimider, continuez à prendre des photos», «Oui il faut montrer la vérité».

Malheureusement l'appareil a été déréglé pendant l'accrochage

des militants marxistes-léninistes et l'interdiction du PCMLF, pour la dictature du prolétariat.

Après la dissolution, les camarades se sont rendus avec leurs sections syndicales au meeting et à la manifestation organisés par la CGT et la CFTD, manifestation qui s'est terminée au CHU actuellement en lutte.

Le succès de cette 1re manifestation des marxistes-léninistes à Nantes, à laquelle se sont associés des étudiants étrangers, témoigne de l'influence grandissante du courant révolutionnaire parmi les travailleurs.

«Les travailleurs de France, d'Italie, de Suède et de Belgique ont organisé des manifestations et des rassemblements pour célébrer la fête internationale du Travail.

«A Paris, à l'appel de l'«Humanité rouge», des milliers de travailleurs ont manifesté le matin. Les manifestants ont défilé de la place de la Bastille à la place de la Nation. Portant haut levées des banderoles sur lesquelles on lisait : «Luttons contre les deux superpuissances, USA-URSS», «A bas l'impérialisme russe, principal danger en Europe», «Vive la lutte des peuples contre l'impérialisme et l'hégémonisme».

«Des dizaines de milliers de travailleurs belges ont manifesté et ont organisé des meetings, le Premier Mai, dans les villes de Bruxelles, de Liège, de Charleroi ainsi que dans d'autres villes.

«Le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique a organisé le Premier Mai, dans la ville de Jumet, région de Charleroi, un meeting pour célébrer le Premier Mai.

Le meeting a été présidé par Fernand Lefebvre, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique.

«Clarté et l'«Exploité», organe du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique, a indiqué, dans un éditorial intitulé «Levons le drapeau rouge des combats», publié dans son dernier numéro, que «le principal obstacle à la révolution dans le monde, ce sont les deux superpuissances». «Le social-impérialisme soviétique est la puissance la plus dangereuse, la plus agressive.»



Marseille

14 mois de lutte chez Griffet

L'usine Griffet a été créée en 1924. Elle fabrique des grues mobiles sur camions, et effectue des commandes pour les chantiers, l'EDF, la SNCF, l'armée... Elle emploie quelque 400 travailleurs.

Il n'y avait pas eu de grève dans cette usine depuis 25 ans, même pas en mai-juin 68 ! C'est seulement lorsque des mesures de licenciement se précisent, c'est-à-dire en décembre 74, que vont s'organiser aussitôt les deux sections syndicales CFDT et CGT (il n'y en avait jamais eu auparavant) !

— Le 6 décembre 74 l'action est engagée, c'est la première « sortie » en ville des travailleurs... accompagnés d'une dizaine de grues !

— Le 8 janvier 1975, avec des grues « blindées » les « Griffet » vont à la préfecture.



Extrait de l'« Histoire d'une collectivité ouvrière de 400 chômeurs » dessinée par le Journal ouvrier des quartiers Nord et les Griffet.

— Le 10 janvier, les ouvriers apprennent qu'ils seront tous licenciés le 27 février. Ils se réunissent en assemblée générale, et le même jour les syndics et Max Griffet (le patron) sont séquestrés. Ce sont les zélus du PS qui font lever la séquestration ! (ayant soi-disant la promesse du préfet que les licenciements sont suspendus).

— Le 19 février la mairie est bloquée par les grues et les ouvriers occupent l'escalier d'honneur.

— Le 21, c'est le tour du Crédit Lyonnais (qui avec Creusot-Loire, est pour la fermeture de l'usine).

— Le 27 février, l'occupation de l'usine jour et nuit est décidée.

Les zélus révisionnistes viennent colporter leur camelot (le Programme com-

muni... alors que celui-ci accepte les licenciements, quand ils sont décidés par eux !)



A propos des colonnies du journal révisionniste « La Marseillaise ».



Une délégation tout à fait « désintéressée » (Histoire...)

— Le 1er mars, 1ere journée « portes ouvertes ». Outre les nombreuses délégations ouvrières, 300 ouvriers d'une usine voisine (la SAM) s'y rendent.

Pendant de longs mois, les actions continuent (l'ANPE est occupée). De temps en temps un patron ou un représentant du gouvernement viennent pour

« régler le problème » soi-disant. Les « Griffet » vont jusqu'à intervenir à la foire d'Alger (en août 75), où

(Suite de la p. 1)

Les ouvriers de Griffet impulsent une coordination des luttes

de tous ceux qui luttent dans la région marseillaise ont pu au cours de débats partager leurs expériences, et tous ont ressenti le besoin d'avoir des rencontres régulières afin d'organiser des actions coordonnées nationalement entre les dizaines d'entreprises occupées souvent depuis de nombreux mois dans toutes les branches d'activité.

Face à l'isolement et au pourrissement voulus par le pouvoir et le patronat, les entreprises représentées ont décidé de maintenir des contacts personnels d'information et de soutien, et souhaitent voir d'autres entreprises en lutte se joindre à cet appel de coordination. Un premier pas a déjà été franchi avec l'initiative des travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne et leurs sections syndicales CGT et CFDT rassemblant dans un même journal des travailleurs en lutte, « Ouest-Licenciements », des articles réalisés par des travailleurs de Lip, CIP, Caron-Ozanne, Rehault, Griffet, des viticulteurs du MIVOC et de la coordination nationale étudiante. Ce journal est diffu-

sé nationalement à 250 000 exemplaires.

Toutes les délégations présentes chez Griffet se sont mises d'accord pour que les camarades de Griffet se chargent de centraliser, diffuser les informations et propositions d'actions communes.

Griffet — 284, bd Gay-Lussac 13014 Marseille. Téléphone : 16.91.98.90.60. Telex : 420529.

POUR LA COORDINATION DES LUTTES, UNITÉ A LA BASE ET DANS L'ACTION !

Intersyndicale Griffet CFDT-CGT-CGC, la délégation d'Idéal-Standard, les travailleurs de Caron-Ozanne et leurs sections CGT CFDT, la section syndicale CFDT de l'école d'éducateurs de Marseille, la section syndicale CFDT de Lou Cantou, le Mouvement d'intervention viticole occitan (MIVOC)

NB : Il est évident que les délégations présentes chez Griffet s'engagent à soumettre ce projet à leurs assemblées générales respectives.

ils vendent une grue à la Lybie !

— Le 26 janvier 76, c'est « l'opération PLM » : en même temps, dans les villes de Paris, Lyon et Marseille, des grues sont immobilisées dans



« Les patrons marseillais entrent dans la danse » (Histoire d'une collectivité ouvrière...)

des grands carrefours, bloquant ainsi la circulation.

— Le 1er mars 76, un carrefour au Canet a été bloqué par les Griffet (toutes les décisions sont prises en assemblée générale). La police intervient brutalement, revolver au poing, arrache tracts et banderoles. Deux ouvriers sont arrêtés et gardés à vue.

(à suivre)

Beaulieu Mandeure

Malgré les tentatives de sabotage des dirigeants PCF-CGT

SUCCES AU MEETING DES CYCLES PEUGEOT

Une semaine avant le 1er Mai, une large majorité du Conseil syndical des Cycles Peugeot de Beaulieu-Mandeure l'avait emporté pour organiser une manifestation régionale CFDT devant l'usine sous le signe de la lutte de classe, contre les licenciements, contre la répression des flics et des patrons, et pour les revendications sur lesquelles se battent les travailleurs depuis deux mois. D'autre part des contacts avaient été pris directement avec la CFDT de Lip pour un meeting le soir du 1er Mai avec la projection de films sur la grève des Cycles et celle des Lip, avec la présence de Charles Piaget. Dans un souci constant d'avoir la direction des mouvements de masse, par tous les moyens, dans le but de diviser les travailleurs, la section CGT et l'Union locale CGT (UL-CGT) téléguidées par la fédération du PCF imposaient sans discussion deux manifestations, l'une à Montbéliard, l'autre à Audincourt, et une kermesse avec bal et buvette, à Beaulieu. Pour les manifestations, l'Union locale CFDT (UL-CFDT) s'est rangée servilement derrière les directives des révisionnistes contre l'avis de la section syndicale de Beaulieu. Celle-ci aurait mieux fait de demander d'abord l'avis des travailleurs et ensuite seulement celui

de son UL-CFDT. Et l'UL-CFDT dans un tract sur le 1er Mai diffusé dans la région a omis de parler de la venue des Lip et de Charles Piaget !

Résultat de ces tractations bureaucratiques : 150 personnes manifestent à Montbéliard (35 000 travailleurs rien qu'à Sochau), et le défilé ne peut pas se dérouler à Audincourt faute de participants ! Le soir du 1er Mai, alors que la kermesse des révisionnistes s'installe dans la bière, avec casquettes et badges en tout genre, le premier film commençait sur la grève des Cycles au meeting CFDT. Dans une ambiance militante et une salle pleine, après avoir ridiculisé et isolé avec des cartons, deux flics des Renseignements généraux dans la salle, le meeting put commencer. Après le film des Cycles Peugeot, le film des Lip, et un débat animé sur la grève des Lip. Les 8 et 9 mai, les ouvriers de Lip organisent des journées « portes ouvertes ». Rendez-vous a été pris entre les deux sections CFDT-Lip et Cycles Peugeot, pour organiser à cette occasion la solidarité prolétarienne contre les menaces de licenciement chez Lip, contre les 9 licenciements aux Cycles Peugeot dont deux sont déjà signés par l'inspecteur du travail.

Correspondante HR Beaulieu.

Bordeaux

Lutte à la SEP pour la réintégration d'un ouvrier combatif

Depuis le 20 avril à peu près, les travailleurs de la SEP (Blauquetfort et Haillau) sont en lutte pour la réintégration d'un des leurs, Ronzetti, qui a été licencié sans motif bien précis par la direction ; celle-ci peut difficilement formuler les raisons véritables sur la lettre de licenciement !

Ronzetti est un chef d'équipe, pas un « chef-flic », mais un ouvrier dont les capacités professionnelles et la valeur ne sont pas à remettre en cause ; il est estimé par les travailleurs et met la main à la pâte quand cela est nécessaire. Il est bien certain qu'à une époque où le patron pratique la politique de la carotte et surtout du bâton, de tels chefs ne sont guère appréciés.

Ronzetti est syndiqué à la CFDT, syndicat largement

majoritaire dans les deux entreprises, rattachées au syndicat de la métallurgie de la Gironde, combatif et bien organisé, imposant la démocratie ouvrière, il constitue une perpétuelle menace pour le patron.

Ainsi que Ronzetti ait choisi ce syndicat ne plaisait pas à tout le monde (surtout au patron).

Enfin, un dimanche, on appelle Ronzetti pour qu'il fasse un travail ; or ce travail est dangereux s'il est accompli avec une équipe réduite, comme c'est le cas. Ronzetti, considérant dès lors que toutes les normes de sécurité ne sont pas respectées, attend le lundi où un plus grand effectif de travailleurs permettra de faire le travail en toute quiétude.

Condamnant cette « désobéissance », le patron, pour

qui il est inadmissible de se soucier de la sécurité des travailleurs, a licencié Ronzetti.

La lutte des travailleurs se durcit pour sa réintégration. La grève illimitée était décidée mardi 27, avec blocage de portes et piquets de grève. Mais les flics de l'usine ont reçu du renfort et ont ouvert les grilles. Les grévistes ne sont pas encore majoritaires, mais faisons confiance à leur combativité et leur organisation.

Une délégation des travailleurs en grève était au Rassemblement ouvrier organisé par HR le vendredi 30 avril, salle Gouffraud, à Bordeaux.

(Article rédigé par un correspondant HR avec un travailleur en grève).

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot publié aux Éditions du Centenaire

disponible sur commande à :

— E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F



la France des luttes

A la formation professionnelle pour adultes (1)

Bilan de la première coordination nationale

La FPA se donne comme tâche de former, suivant les besoins du patronat, des ouvriers professionnels qualifiés ; loin d'être son unique rôle elle tient aussi — comme en ont témoigné de nombreux stagiaires — à « produire » des travailleurs bien dociles : autoritarisme de nombreux moniteurs, répression (exclusions), aucun droit, syndical entre autres, reconnu. Dans la situation actuelle de crise, la FPA ne peut en fait former que des chômeurs ; aussi dans de nombreux centres, les stagiaires se sont organisés pour lutter pour leurs droits les plus élémentaires : emploi, salaires, droit à l'organisation...

Les seules réponses des directions ont été le mépris, les tentatives d'intimidation, la répression. C'est pourquoi un nombre important de stagiaires jugeaient indispensable l'existence d'une coordination nationale de tous les centres FPA, pour établir une plate-forme revendicative commune, échanger les expériences de leurs luttes locales, décider d'actions à mener tous ensemble et en même temps. C'est finalement à l'initiative de stagiaires et de la section CGT du centre de Meaux que la première coordination nationale s'est tenue le 24 avril, dans les locaux du centre FPA, témoignant ainsi leur volonté de passer outre le règlement intérieur qui l'interdit, leur volonté d'imposer leurs droits (et ce, malgré les tentatives d'intimidation de la direction ; le délégué syndical CGT des stagiaires devait être convoqué lundi au tribunal).

23 centres représentés. Plus de 70 stagiaires présents, organisés en sections syndicales ou autonomes. Étaient présents également 2 représentants de la CGT (la CFDT qui avait accepté l'invitation n'avait pu être présente).

Après un rapide tour de présentation, trois commissions étaient mises sur pied : 1/ organisation ; section syndicale ou non, rapports avec les sections syndicales d'enseignants et du personnel, rapports avec les confédérations, nature de la coordination ; 2/ plate-forme revendicative ; 3/ bilan des luttes, rapports de force sur les centres, propositions d'actions.

La synthèse de ces trois commissions devait être faite en assemblée générale et des décisions prises.

Malgré des erreurs d'organisation compréhensibles pour une première réunion de ce type (manque de temps pour les échanges d'expériences, confusion dans les débats...) le bilan en est largement positif.

S'ORGANISER, SUR QUELLE BASE ? POUR QUELLE UNITÉ ?

La question de l'organisation en section syndicale ou non n'a pas été tranchée ; elle doit faire l'objet d'un débat au cours d'une prochaine coordination. Il n'en ressort pas moins que

l'expérience des stagiaires organisés en section syndicale CGT ou CFDT est pleine d'enseignements. Nombreuses sont les sections qui se sont vues au départ opposer la méfiance des UL, UD ou UIS : les stagiaires devaient « faire leurs preuves » avant de s'organiser réellement en section syndicale ! nombreuses aussi sont celles qui ont des problèmes avec les sections d'enseignants, CGT tout particulièrement. Dans plusieurs centres, de telles sections syndicales ont appelé ou approuvé la répression contre les stagiaires (St-Étienne du Rouvray, Nîmes, Langueux...). La responsable confédérale CGT, embarrassée, devait expliquer que la CGT ne pouvait contrôler toutes les sections, mais insistait sur le fait que « l'unité la plus large devait être réalisée, en particulier avec les enseignants, avec lesquels nous avons des intérêts convergents, des revendications communes ». Autant dire que nous devions accepter les brimades, la répression, en particulier celle pratiquée par ou à la demande de certains moniteurs CGT (ou CFDT du reste) ! Les stagiaires devaient lui répondre : ce n'est pas l'absence de contrôle des sections de moniteurs qui mène à de telles « bavures », mais au contraire une ligne impulsée dans toute la CGT par sa direction ; l'unité, si elle devait être recherchée ne pouvait l'être à tout prix ; en particulier elle devait se réaliser sur une base claire, conforme aux intérêts des stagiaires ; la lutte contre certains moniteurs-gardes-chiourmes devait être menée ; enfin que la lutte était nécessaire dans les organisations syndicales, pour faire triompher un point de vue de classe, conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs.

Enfin le problème de la nature de la coordination était abordé ; tous étaient d'accord pour qu'elle soit représentative du mouvement des stagiaires et qu'elle ne pouvait prendre actuellement la forme d'une inter-syndicale. Les contacts seront cependant poursuivis avec les confédérations CGT, CFDT en même temps que le débat sur la syndicalisation au sein de la coordination. Un bureau (rôle encore technique jusqu'à la prochaine coordination) a été accepté (coordination parisienne déjà existante).

Luttes étudiantes

Des étudiants de Rennes s'opposent au sabotage du mouvement

En fin de semaine une réunion élargie du comité de grève de la faculté de Sciences économiques de Rennes s'est tenue pour étudier la question des perspectives à avancer aux étudiants et des moyens à mettre en œuvre pour faire échec aux manœuvres continuelles de l'UNEF qui essaie de démobiliser les étudiants pour enterrer un mouvement qui échappe totalement à son contrôle. Au lendemain de la coordination nationale réunie à la faculté de Censier, à Paris, le comité de grève s'est penché plus particulièrement sur les problèmes que pose cette instance du mouvement étudiant. A l'issue de la réunion un projet de résolution a été adopté et envoyé à toutes les facultés de Paris et de province ainsi qu'à certains journaux. En voici le texte intégral.

RÉSOLUTION DU COMITÉ DE GREVE DE LA FACULTÉ DE SCIENCES ÉCONOMIQUES DE RENNES

Dans le cadre de la poursuite de la grève générale de l'Éducation nationale, pour l'abrogation sans compromis de l'arrêté Soisson, le comité de grève élargi de Sciences économiques (quai du jardin, Rennes) propose, pour éviter toute récupération du mouvement et assurer sa victoire, de soumettre à la discussion dans les assemblées générales les points suivants. Ils concernent la Coordination nationale.

Sur la modalité du fonctionnement : ordre du jour de la coordination nationale connu trois jours à l'avance dans toutes les facultés et établi par la faculté accueillante. Lors de la coordination : pas de délégués élus à la proportionnelle sur des motions minoritaires ; exclusion de ces délégués lors de la coordination ; interdiction d'entrer dans la salle pour les membres d'organisations politiques ou syndicales non mandatés par leurs assemblées générales, ceci ne concerne pas les représentants des organisations syndicales invitées ; un seul représentant pour chaque organisme de presse sera accepté ; pas de salle à la disposition des organisations politiques ou syndicales, ceci pour éviter toute magouille et vote bloqué ne tenant pas compte des mandats ; discussion sur les thèmes inscrits à l'ordre du jour ; vote par thème et non sur des motions fourre-tout ; refus des débats non-stop ; les interruptions de séance ne doivent pas se faire pendant les débats sur un thème mais après leur conclusion, éventuellement sanctionnée par un vote.

Propositions de thèmes : liaison étudiants-travailleurs ; rapports avec les syndicats des travailleurs en lutte sur la base ou non de nos mots d'ordre ; grève générale de l'Éducation nationale, et propositions

concrètes afin d'y parvenir ; répression et auto-défense ; école de classe et école sexiste ; les examens ; le collectif national, rôle, élection, révocabilité, etc. ; les coordinations régionales, rôle, importance, perspectives.

De ces propositions, de ces votes, déboucheront une plate-forme de revendications et une motion reflétant l'analyse politique faite à la base sur le mouvement étudiant. Cette

motion sera composée uniquement de la succession des thèmes votés séparément et ne sera pas soumise au vote. Les délégués devront être mandatés sur ces différents thèmes et amener à la coordination 500 exemplaires de leur mandat.

Enfin la commission des litiges devra être composée exclusivement de délégués de l'assemblée générale de la faculté accueillante, comme à Toulouse.

Nous rappelons que la coordination nationale a pour objet de déterminer les perspectives nationales du mouvement et que les facultés de province n'ont de leçon à recevoir de personne. Si les prochaines coordinations nationales se déroulent comme les précédentes, ce sera l'enterrement du mouvement étudiant.

Comité de grève élargi de Sciences économiques de Rennes.



LES LUTTES LYCEENNES ET LE PCF

L'exemple du lycée de Mortain

Le lycée et CET de Mortain (Manche) rassemble 350 élèves dont 120 au CET, et une majorité d'internes.

Par un mouvement de grève, les 13, 14, 16, 22 et 23 avril, les élèves ont organisé la lutte contre la réforme Haby. Ils ont décidé la grève en assemblée générale — la minorité acceptant la décision de la majorité — et organisé une collecte pour payer les tracts d'information distribués à la population et à leurs parents.

Très vite, les élèves ont demandé un soutien aux professeurs et interrogé les syndicats enseignants (SNES et SGEN-CFDT) sur leurs intentions dans ce vaste mouvement de lutte contre la réforme Haby dont les élèves ont souligné le caractère de classe, en montrant que cette réforme renforce la mainmise du patronat sur l'école et l'enseignement technique.

Face à ce juste mouvement, la réaction des 3 responsables du SNES (2 membres du PCF sur les 3) a été de temporiser, de refuser de soutenir autrement que par des mots, la lutte des lycéens. Ils ont même fait courir des bruits sur l'isolement du mouvement lycéen à Mortain

alors que partout en France, la lutte s'amplifie.

Un responsable du SNES membre du PCF dira même au 4^e jour de grève, au chef d'établissement, que les élèves ont tort de continuer une lutte non comprise par la population locale. Le même responsable dira encore à une délégation de lycéens que si la grève se poursuit « ses potaches n'auront pas la moyenne à l'épreuve de philosophie du baccalauréat... » C'est du sabotage !...

Enfin le bureau du SNES animé par les faux communistes retardera le plus longtemps possible une réunion publique tripartite élèves-professeurs-parents contre la réforme Haby.

Toutes ces manœuvres ont montré la crainte des dirigeants du SNES, membres du PCF, devant la lutte des lycéens qui s'organisent sans eux, et qui n'entraînent pas dans le cadre de ces fameuses « journées d'action » (et d'épuisement) programmées à l'avance.

Des élèves et des professeurs ont compris cette volonté d'enterrer les justes luttes des lycéens et ont écarté les révisionnistes.

Correspondant HR.



DECLARATION DU COMITE D'INFORMATION ET DE DEFENSE DES VICTIMES DE LA REPRESSION EN TUNISIE

Extraits du communiqué

En ce moment de combat impitoyable contre ses oppresseurs irréductibles d'hier et d'aujourd'hui, le peuple tunisien avec à sa tête sa prodigieuse classe ouvrière, sa paysannerie combattante et sa généreuse jeunesse, dresse lui aussi la liste de ses acquis dans sa longue marche vers l'indépendance, la démocratie et le soutien mutuel aux autres peuples en lutte.

Auteur des grèves générales les plus marquantes et des soulèvements les plus héroïques, force motrice du mouvement de libération nationale contre le colonialisme français, cette classe ouvrière indomptable, cette paysannerie pauvre et moyen-pauvre, cette jeunesse conséquente, demeure toutes fidèles à leurs objectifs et à leurs idéaux, à savoir la lutte acharnée pour l'indépendance nationale réelle, pour la démocratie effective et l'écrasement à jamais de l'impérialisme mondial et ses alliés locaux, le régime réactionnaire destourien en premier lieu.

Dans ce magnifique déploiement, ils ne sont pas seuls. Ils entraînent avec eux les petits commerçants, les chauffeurs de taxi, les enseignants, les petits fonctionnaires des banques, des PTT et des autres secteurs administratifs ainsi que les chômeurs.

Tantôt, ils acculent le pouvoir de plus en plus à concéder les augmentations salariales ou à signer le statut des travailleurs dans les entreprises et à accorder d'autres revendications (congés, primes, conditions de travail), tantôt ils le forcent à apparaître sous son vrai visage d'allié de l'impérialisme et d'opresseur farouche (signature d'accords inégaux comme la loi d'avril 1972, l'attaque brutale des grandes grèves des cheminots, des mineurs, des ouvriers du transport, du textile, des mouvements paysans comme le furent ceux de Haouaria, de Ourdanine, de Sidi Jaber, des mouvements étudiants, en particulier ceux de 1967 et de 1972, contre les syndicats des chauffeurs de taxi et celui des enseignants).

Mais aujourd'hui plus rien n'arrête la lutte du peuple tunisien : la mainmise par le pouvoir réactionnaire destourien sur les moyens d'information, la restructuration et le renforcement quotidien de son appareil répressif (police, armée, système judiciaire), le limogeage des éléments combattifs, leur enlèvement, leur torture perfectionnée, leur emprisonnement arbitraire, les procès iniques qu'ils subissent, le refus du pouvoir d'accorder les libertés démocratiques fondamentales, tout cela ne fait que raviver de plus en plus la volonté du peuple tunisien de se dresser plus nombreux et plus compact contre ce régime et ses maîtres impérialistes pour arracher par la force et la lutte ses droits.

Les immigrés tunisiens victimes de la répression économique et de l'oppression raciste et impérialiste en France contribuent eux aussi à cette même lutte. Leur participation très active dans la campagne contre la loi Fontanet-Marcellin et leur place aujourd'hui dans la grève unitaire contre la Sonacotra avec les autres immigrés et les autres luttes contre le patronat français sont en lien direct avec la lutte en Tunisie.

De même les prisonniers politiques, tous anti-impérialistes, sont les victimes directes de la répression érigée en système de gouvernement. Par leur nombre croissant, par leurs horizons politiques différents, leurs origines sociales diverses et leurs âges très variés, ils témoignent de ce courant irrésistible.

Comité d'information et de défense
des victimes de la répression en Tunisie
1er mai 1976

CAMPAGNE CONTRE LA REPRESSION, POUR LA LIBERATION DE R. LE GAL ET DE TOUS LES EMPRISONNES

— Une affiche nationale sortira cette semaine (format 40 x 60 cm).

Elle ne comportera pas l'appel au meeting du 8 mai à Paris à l'occasion de la journée nationale d'action.

— Un tract pour la région parisienne appelant au meeting de Paris du 8 mai, disponible dès mardi.

Nous invitons par ailleurs nos amis et camarades de la région parisienne à faire connaître publiquement la date et le lieu du meeting par les moyens appropriés.

Ecole normale de Lille

2 JOURNEES DE GREVE ACTIVE

L'Ecole normale mixte de Lille est considérée par les hautes sphères de l'Éducation nationale comme une école normale «d'avant-garde», qui serait différente des écoles normales ancien style.

Mais les élèves-maîtres, les PEGC (1) et les CAEI (2) qui y sont «formés» (entendez déformés) savent bien qu'il n'en est rien, et le ras l'bol s'est transformé ces derniers jours en mouvement de grève que l'administration archi-réactionnaire de l'école n'a pas pu empêcher.

Mardi 27 : la section SGEN, combattive depuis le début de l'année et les syndiqués «Unité et action» du SNI (tendance du PCF), contraints de suivre le mouvement appellent à la grève active pour toute la journée.

Une AG tenue dans la matinée réunissant grévistes syndiqués et non syndiqués affirme sa solidarité avec le mouvement. Elle fixe une plate-forme de revendications portant sur :

- la liberté d'expression politique et syndicale
- le refus des redoublements sans traitement
- la création de postes, la diminution des effectifs dans les classes, le refus de postes de titulaires mobiles et de MA (3).

L'après-midi, des commissions sont mises en place malgré l'opposition des syndiqués d'Unité et action, membres du PCF qui avaient déjà été mis en échec lors d'un vote pour ou contre la descente de force dans le foyer d'un panneau d'affichage syndical.

Mercredi 28 : la poursuite de la grève active ayant été votée la veille, il s'agissait d'adopter des formes d'action combattives. De

nouveau, l'AG rejette toutes les propositions démobilisatrices des révisionnistes d'Unité et action qui essaient de remettre en cause le principe de la grève pour la journée et proposent de rentrer en cours dès le lendemain pour «mobiliser».

Un comité de grève composé de syndiqués et non-syndiqués est élu, une participation à la manifestation syndicale de l'après-midi est décidée.

Deux tendances sont apparues clairement dans cette manifestation. Celle des directions syndicales qui avaient mobilisé très peu de monde, consistait à faire un cortège enterrement ; l'autre, impulsée par les grévistes de l'Ecole normale de Lille et de l'Ecole normale de Douai également en lutte, ainsi que par certaines sections SGEN, lançait des mots d'ordre justes et combattifs :

- A bas l'école des flics et des patrons !
 - Pour une école au service du peuple !
 - Ecoles normales, écoles du capital !
 - Travailleurs, étudiants, enseignants, solidarité !
- Au moment de la dislocation, une bonne moitié de la

manifestation (300 personnes) reprenait «Délégation massive au rectorat» et, alors que les bonzes syndicaux et leur faible troupe quittaient les lieux au plus vite, la manifestation se dirigeait vers le rectorat.

Arrivés sur les lieux, les manifestants s'approchant à quelques mètres des CRS en tenue de combat imposaient une délégation et affirmaient leur détermination à poursuivre la lutte.

Plus de 20 EN sont actuellement en grève. Ceci montre la volonté des enseignants en formation de refuser les conséquences de la crise capitaliste (suppression de postes, effectifs surchargés, etc.)

Bon nombre de progressistes en formation d'enseignants refusent également de plus en plus le rôle que voudrait leur faire jouer la bourgeoisie dans l'école.

Il n'est pas étonnant alors qu'ils soient amenés à s'opposer de plus en plus aux réformistes et aux révisionnistes. C'est ce qui s'est passé pendant ces deux journées à l'EN de Lille.

(A suivre.)

Correspondant HR.

(1) Professeur d'enseignement général de collège.

(2) Certificat d'aptitude à l'enseignement inadapté.

(3) Maître-auxiliaire

DANS L'ENCRIER, INTERVIEW DE JACQUES JURQUET SOUS LE TITRE UNITÉ DES MARXISTES LÉNINISTES

L'Encrier, mensuel de Jeunes révolutionnaires, publie dans son numéro 18 une interview exclusive de notre camarade Jacques Jurquet, directeur politique de L'Humanité rouge, réalisée par Francis Mury.

Il s'agit d'un document à verser au dossier de notre lutte pour l'unification idéo-

logique, politique et organisationnelle de toutes les formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.

L'Encrier est en vente à la Librairie Floréal, 121 av. du Maine, Paris 14e, ainsi qu'aux Herbes sauvages, 70 rue de Belleville, Paris 20e.



Les lecteurs ont la parole

Je vous écris pour l'article paru dans l'HR No 480 du 29 avril 1976 sur «Le PCF censure sa propre histoire».

J'ai beaucoup apprécié cet article car il m'a permis d'apprendre des périodes de l'histoire du Parti communiste français, quand celui-ci était encore un parti révolutionnaire. Quand André Marty écrivait à Blum en 1939, il ne mâchait pas ses mots ! Il avait vraiment une attitude communiste et ré-

volutionnaire. De la façon dont il défend Staline, il est certain que le PCF ne peut pas faire rééditer de pareils témoignages.

J'espère que souvent nous aurons des articles semblables qui relatent le passé du Parti communiste français, car je trouve cela très instructif, et cela permet de mieux comprendre la trahison des dirigeants.

Salutations communistes
d'une OS2 machine.

informations générales

COMMUNIQUE DES COMMUNISTES MARXISTES- LÉNINISTES DE BRETAGNE/ORGE (ESSONNE)

Sur la foire commerciale de Brétigny-sur-Orge qui se déroulera du vendredi 7 mai au lundi 10 mai, les communistes marxistes-léninistes de la ville tiendront un stand.

Les militants de «l'Humanité rouge» exposeront à ce stand : la ligne politique des communistes marxistes-léninistes de France, l'histoire du PCMLF et la nécessité d'un parti marxiste-léniniste UNIQUE en France, l'activité des militants de «l'Humanité rouge» depuis plus d'un an sur la ville, des panneaux expliquant ce qui se passe en Chine et ce qu'est un État de dictature du prolétariat.

De plus seront mis en vente : la presse des communistes marxistes-léninistes de France ; les revues et publications des pays socialistes, Chine, Albanie, etc. ; des classiques du marxisme-léninisme ; des livres pour enfants, etc. ; ainsi que différentes publications marxistes-léninistes et la littérature de combat.

Les communistes marxistes-léninistes de la ville appellent les lecteurs de «l'Humanité rouge», les militants d'autres organisations se réclamant du marxisme-léninisme, et toute personne intéressée de la région ou de l'Essonne, à venir débattre et discuter au stand de «l'Humanité rouge» sur la foire commerciale de Brétigny.

Correspondant HR.

Issy-les-Moulineaux
à la Maison des jeunes et de la culture
FILMS ET DEBAT SUR LA CHINE
organisé par le comité de l'Association des amitiés franco-chinoises de la localité et par la MJC
vendredi 7 mai
à 20 h 30
65 bd Gambetta, métro Corentin-Celton.

Au programme :

LES POSTES CHINOISES

Film documentaire réalisé par les Chinois pour illustrer le principe : «servir le peuple». Il nous montre comment les postiers chinois conçoivent leur métier de façon à rendre le meilleur service aux usagers. A cette occasion, il nous permet de découvrir la vérité géographique et humaine de la Chine.

LA CHINE AVANT 1949

Montage audio-visuel retraçant l'histoire des luttes du peuple chinois avant la libération de 1949. Ce montage est un complément de la brochure : «Histoire de la Chine de 1840-1949» éditée par l'Association des amitiés franco-chinoises.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**



culturel

Grenoble, exposition sur Georges Sand

Le PCF crache sur les communards

Le PCF glorifie les artistes qui ont craché sur la Commune de Paris.

C'est ainsi que la municipalité PCF d'Échirolles, importante commune de l'agglomération grenobloise, vient d'organiser, en liaison avec l'université des Lettres, une exposition sur la vie et l'œuvre de George Sand.

Celle-ci est présentée comme ayant lutté toute sa vie contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Ses romans, explique-t-on, ont été publiés dans des éditions populaires, pour qu'ils soient accessibles à « la classe mal aisée ». On apprend aussi qu'elle a souvent exprimé, par l'intermédiaire de ses héros, un idéal de fraternité des travailleurs et de progrès social. On insiste beaucoup sur le fait que George Sand, en bonne républicaine, a participé activement aux journées de 1848 et qu'elle s'était donnée une image de femme courageuse, proche du peuple.

Kioulou, le notable pseudo-communiste de l'endroit, s'est félicité de la tenue de cette exposition, financée par les fonds municipaux. Il a annoncé que cette opération se poursuivrait. Mais ce qu'il n'a pas dit, ce qu'il a ca-

ché aux visiteurs de l'exposition et aux travailleurs d'Échirolles, c'est le rôle tenu par George Sand pendant la Commune de Paris.

Et pourtant les choix de celle-ci étaient clairs. Qu'on en juge (1) : *Ces hommes* (de la Commune NDLR) (...) ont été mus par la haine, l'ambition déçue, le patriotisme mal entendu, le fanatisme sans idéal, la niaiserie du sentiment ou la méchanceté naturelle (article d'octobre 1871).

Dans sa correspondance, en mars 1871, elle traite les communards de « parti d'exaltés », d'insensés, d'excessifs et la Commune de « règne des plus furieux ».

A Alexandre Dumas, elle écrit : « Ce sont les saturnales de la folie ». George Sand reprocha même très sévèrement à Victor Hugo d'avoir condamné la répression qui frappa les communards...

Voilà comment le PCF, par George Sand interposée, peut cracher sur la Commune de Paris, sur ce grand épisode révolutionnaire du prolétariat parisien, sur ce premier état de dictature du prolétariat.

Voilà à quoi mène l'assimilation de l'héritage culturel, qui doit être pour Ro-

land Leroy, l'une des composantes de la politique culturelle du PCF. Le résultat, c'est la glorification des écrivains bourgeois les plus acharnés à défendre les privilèges de leur classe.

Des lecteurs

(1) Les références sont extraites du livre de Paul Lipsky *Les écrivains contre la Commune*, Ed. Maspéro.

Rock n' roll

Qui fera le service d'ordre ?

A Brest, le 16 mai, les révisionnistes des Jeunesses « communistes » de France organisent un spectacle public. Quel spectacle, camarades !

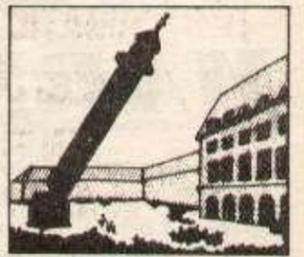
Ces faux communistes n'ont rien trouvé de mieux que d'inviter un groupe de « rock décadent » ou « rétro » « Au Bonheur des dames ».

L'affaire ne serait pas nouvelle dans l'histoire de la dégénérescence du PCF et de ses Jeunesses, si « Au Bonheur des dames » était un groupe comme un autre.

En effet, sachiez-vous par exemple que l'année dernière ce groupe s'est produit à

PLACE

PEUPLE · ESPACE · POUVOIR



VIENT DE SORTIR

La revue Place dont nous avons parlé dans nos colonnes vient de sortir son numéro 4. Numéro très intéressant sur bien des aspects. Bénéficiant d'un style qui se

simplifie (moins technique et plus accessible), le numéro trimestriel colle remarquablement à l'actualité avec une enquête sur la lutte des foyers Sonacotra et plus généralement sur le pourquoi de la politique capitaliste en matière de foyer. On y trouve également une dénonciation argumentée

du rôle du PCF et de la CGT à propos des Sonacotra et des immigrés en général. Un article relate plus loin les problèmes de l'université Tongtsi d'architecture en Chine populaire. Une enquête également intéressante sur les conditions de travail des architectes suivant leurs statuts.

SOMMAIRE :

Travailler dans l'architecture : le malaise des agences ; les cadres subalternes, ceux du graphos ; subalternes quand même ; architectes salariés ; les cadres du flopen ; les indépendants ; vers une solution populaire.

Ni architectes, ni urbanistes, les employés communaux.

Montréal : lutte dans le logement et lutte du peuple.

Foyers en grève : quel logement social ?

La sécurité sur les chantiers : une lutte à mener au côté des travailleurs du bâtiment.

Chine : l'université Tongtsi d'architecture et de génie civil dans la Révolution culturelle.

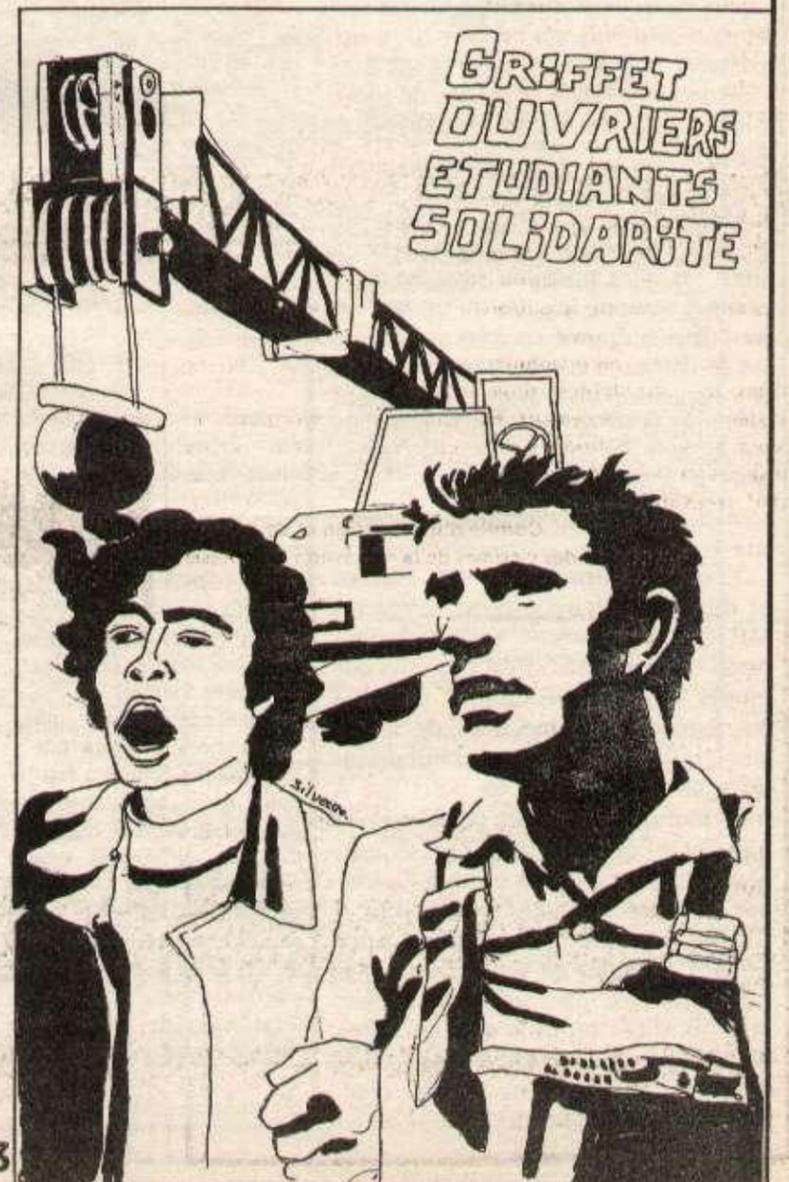
Nouvelles.

Ce numéro coûte 8 F — disponible à la librairie « Dérives » 1, rue des Fossés-St-Jacques 75005 Paris — et également à la librairie « Les Herbes sauvages » 70, rue de Belleville 75020 Paris.

Au rassemblement ouvrier et paysan de Marseille, vendredi 30 mai Sur la voie du «14 février»



(1) — Fresque illustrant la vie des petits paysans. (photo HR). (2) — La troupe de l'Olivier d'Aix-en-Provence monte l'occupation par les travailleurs de Griffet du bateau d'Alain Colas — ici c'est l'inauguration du bateau par Gaston Deferre (à gauche) (photo HR). (3) — Dessin donné aux travailleurs de Griffet au cours du Rassemblement.



2

3

l'Humanité Rouge

document

ROMAIN LE GAL : MILITANT MARXISTE-LENINISTE DE LORIENT

A Lorient beaucoup de monde connaît Romain Le Gal ; Romain a 26 ans mais déjà une vie bien remplie de luttes au service du peuple. Quand on arrive à Lorient, parmi les amis du comité de soutien aux inculpés, c'est de Romain que l'on parle surtout, de son attitude offensive pendant la garde à vue, de sa facilité de se lier à ses camarades de travail, de son activité infatigable. Comme a dit un camarade : « Il n'arrêtait jamais et faisait tout avec la même conscience ».

Romain n'est plus à Lorient depuis bientôt un mois, mais personne ne l'oublie, ni dans sa famille, ni parmi ses amis et camarades qui parlent de lui dans la conversation, évoquant une anecdote ou une initiative qu'il avait prise.

Rien d'étonnant à ce que la cour de sûreté le garde lui, c'est l'un des plus connus, des plus combattifs, disent certains camarades. C'est un sentiment largement partagé à Lorient.

UN ENFANT DU PEUPLE

Romain est né à Plouhinec ; c'est un bourg à une vingtaine de kilomètres de Lorient, où les adultes parlent le breton.

Ses parents sont fermiers sur une petite exploitation, où ils font de l'élevage et quelques cultures. Il y a six enfants dans la famille (l'un des frères de Romain est mort il y a 4 ans ; il avait 20 ans). La vie est très difficile pour les petits paysans du Morbihan, et dans la petite ferme isolée dans le bocage, comme dans bien des autres, on arrive tout juste à joindre les deux bouts. On travaille très dur et « on survit », dit la mère de Romain ; elle ne se plaint pas mais dit la vérité quotidienne pour sa famille et des centaines de milliers dans notre pays.

Romain est allé à l'école de Plouhinec ; puis il entre comme apprenti-électricien à Lorient pendant trois années. Déjà il fait montre de sa combativité ; le patron a deux apprentis et trouve toujours prétexte pour les faire travailler tous les deux chaque samedi, plutôt qu'un samedi sur deux comme convenu. Romain ne se démonte pas ; il écrit à Vannes à l'inspection du travail ; l'inspecteur se déplace et les apprentis ont gain de cause ! A l'époque, Romain gagne 120 F par mois. Mais, dit sa mère, jamais il ne m'a demandé un centime !

Plus tard, Romain part à Vannes et devient militant à plein temps du MRJC - Mouvement rural de la jeunesse chrétienne - Il est toujours par monts et par vaux, discute, organise les jeunes des campagnes de la région. Il y a encore aujourd'hui de solides amis. Mais cela ne plaît pas à tout le monde, surtout du côté de la hiérarchie catholique ! On le sent bien, Romain est très aimé à Plouhinec ; malgré son activité militante, il trouve toujours un moment pour venir à la ferme et s'arrange pour y remplacer ses parents les quelques rares journées où ils la quittent. Bien sûr, aujourd'hui, certains font mine d'oublier cela, suivant l'adage réactionnaire selon lequel « s'il est en

prison, c'est qu'il a fait du mal » ; à la mairie - du côté de la « majorité » -, on a décidé que le couvent ne pouvait prêter une salle pour une réunion du comité de soutien aux inculpés ; et pourtant la supérieure était d'accord ! Quelques personnes ont pris leurs distances... Mais comme disent les amis de Romain, « certains ne comprennent pas car on fait tout pour qu'ils ne comprennent pas ! » Et ils désignent par là les notables du bourg ; ils désignent par là tous ceux qui ont fait courir des bruits sur l'inculpation, et n'oublions pas les responsables de l'UD-CGT de Lorient qui ont prétendu savoir que Romain possédait le plan des dépôts d'armes de Lorient... de la bouche de la police ! Ce qui est tout à fait faux !



Manifestation à Rennes, le jeudi 22 avril, pour la libération de Romain Le Gal et de tous les détenus politiques.

La lutte contre la répression se développe en Bretagne

Jeudi 29 avril, une réunion de coordination des comités de soutien aux inculpés lorientais s'est tenue à Lorient.

Une soixantaine de personnes représentaient les comités de Lorient, Plouhinec, Redon, Saint-Brieuc, Lannion, Morlaix, Ploërmel, Rennes et Vannes.

Un rappel des faits survenus à Lorient a été fait ; puis chaque comité a fait le point de sa création et de son activité ; ces comités, dans les différentes villes, rassemblent tous ceux qui entendent lutter pour la libération de Romain Le Gal et de tous les prisonniers politiques, pour la levée des inculpations des détenus politiques, pour la suppression de la cour de sûreté de l'Etat. Leur activité est à ce

jour inégale ; les comités de Lorient et de Plouhinec créés au lendemain des arrestations ont à leur actif une activité déjà riche : affichage, pétitions, mise au point d'un fascicule sur les inculpations, réponse à des demandes d'information de sections syndicales, etc. D'autres actions ont été évoquées : manifestation de 120 à 150 personnes à Saint-Brieuc, manifestation d'un millier de personnes à Rennes, etc. Des actions sont en préparation : une manifestation publique à Vannes le 7 mai, tracts d'information et pétitions dans les autres villes.

Par ailleurs, une initiative coordonnée de tous les comités bretons a été décidée pour le 15 mai prochain à Lorient : s'y tiendra une

Au début les choses n'ont pas été faciles à Plouhinec, avec tous ces bruits, mais la tendance se renverse ; le patron du restaurant qui prêtait une salle pour le comité de soutien n'a pas cédé aux pressions policières faites pour qu'il la refuse. Et il y a eu une centaine de personnes à la réunion du comité de soutien. Jamais vu à Plouhinec ! Des jeunes du bourg prennent en main le travail de popularisation des inculpations et ça avance...

UN MILITANT INFATIGABLE

Romain a par la suite quitté le MRJC ; il s'est embauché à la mairie de Lorient comme employé de la voirie depuis bientôt deux ans.

C'est un militant syndicaliste extrêmement actif ; il est l'un des responsables de la section « communaux » CFDT de Lorient et membre du bureau départemental des « communaux » CFDT. Comme tel il a participé à la création et à l'animation de sections syndicales « communaux »



à Larmon, Port-Louis, Locminé... A entendre les témoignages recueillis auprès de ses camarades syndicalistes, il est très apprécié ; c'est « un militant qui s'intègre très bien à la classe ouvrière » dit l'un d'entre eux.

Déjà, comme militant MRJC, il a soutenu et participé à des combats de classe. Lors d'un conflit à Hennebont, notamment, collant des affiches, allant dans les campagnes, dans des cafés faire des réunions, sensibilisant les jeunes filles en lutte, etc.

Il n'est que de voir la réaction des camarades de travail de Romain aux communaux de Lorient pour mesurer la confiance qu'ont ses camarades en ce jeune militant communiste marxiste-léniniste.

Si Romain et les autres camarades ont été inculpés, ce n'est pas par hasard. Déjà en 1970, le principal inculpé de reconstitution du PCMLF était un ouvrier. Ce n'est pas non plus pour des bombages que bien des gens à Lorient avaient vu sur les murs deux jours avant l'interpellation des militants marxistes-léninistes ! Si Romain est en prison aujourd'hui, avec d'autres, militants corses, bretons, viticulteurs, s'il subit la répression comme les militants syndicalistes ou les travailleurs immigrés de Sonacotra, c'est qu'il est, enfant du peuple, militant infatigable au service de la classe ouvrière et du peuple.

Là encore, on le voit, il y a bien deux camps : celui de la bourgeoisie, celui de la classe ouvrière et du peuple. Les notables du coin l'ont bien dit : « Le Gal, un ouvrier, il ne saura pas se défendre ! ». Ils déchanteront vite ceux qui croient que Romain, ouvrier communiste, comme la classe ouvrière, ne saura pas se défendre. A Lorient, comme en Bretagne (cf. article ci-joint), on est à l'offensive pour la libération de Romain, pour la levée de toutes les inculpations, pour la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat. On est à l'offensive car c'est l'ensemble des combats des ouvriers et des paysans de notre pays que l'Etat capitaliste veut briser par les inculpations et la répression. Etre à l'action pour la libération des emprisonnés, être à l'action dans tous les combats de classe en cours, c'est notre attitude fondamentale. C'est celle de Romain Le Gal, notre camarade, dont la jeune expérience militante est un exemple.